

ARRETE MUNICIPAL

*Salon professionnel SOROFI Palais des Congrès Charles Aznavour
Jeudi 15 septembre 2022
Neutralisation des parkings sud et nord*

POLE SECURITE
Police Municipale
TL/MS – 2022.09.938A

Le Maire de la Ville de Montélimar,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L 2113-1 et L 2213-2 et suivants ;

VU le Code de la route ;

VU le Code de l'environnement ;

VU l'arrêté interministériel en date du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes modifié par divers arrêtés postérieurs et dont le dernier est daté du 7 juin 1977 ;

CONSIDERANT qu'il y a lieu, en raison de la tenue de la fête foraine du printemps, de prendre des mesures à préserver l'ordre public sur les lieux accueillant la manifestation,

ARRETE

ARTICLE 01 : La société SOROFI organisera **jeudi 15 septembre 2022** un salon professionnel destiné aux professionnels du chauffage, de la climatisation et de la plomberie au Palais des Congrès Charles Aznavour.

ARTICLE 02 : A cet effet, pour permettre le stationnement des exposants et des invités ainsi que deux bus, le stationnement sera interdit et considéré gênant sur les parkings nord et sud du Palais des Congrès **jeudi 15 septembre 2022, de 7H à 23H.**

ARTICLE 03 : Les véhicules en infraction aux dispositions du présent arrêté seront enlevés et déposés à la fourrière.

ARTICLE 04 : Les règles à observer pour l'application de l'article 03 du présent arrêté seront celles définies aux articles R 325.12 et suivants du Code de la route pour la mise en fourrière dans le cadre de la procédure dite d'urgence.

ARTICLE 05 : Monsieur le Directeur Général des Services et Monsieur le Commandant du Commissariat de Police Nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Montélimar, le 9 septembre 2022

Monsieur Jean-Michel GUALLAR
Adjoint au Maire




Le présent arrêté peut faire l'objet, devant le tribunal administratif compétent, d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de la notification de l'arrêté considéré. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de l'arrêté. Cette démarche prolonge le délai de recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse (l'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite).